

Budget des dépenses 2004-2005



Rapport sur les plans et les priorités – en bref

Ce document est fondé sur la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2004-2005. Il présente un résumé des plans et des activités que met en œuvre Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au cours du présent exercice afin d'offrir les meilleurs services possibles à ses clients.





Message du ministre

Je suis heureux de vous présenter le Rapport sur les plans et les priorités de 2004-2005 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), qui décrit les priorités de notre ministère pour la prochaine année et les grands défis qu'il devra affronter.

Récemment, le gouvernement a annoncé un ambitieux programme visant à faire avancer de façon concrète les dossiers les plus importants pour la population canadienne, comme l'amélioration des soins de santé, la création d'un programme national de garderies et de développement de la petite enfance, l'instauration d'un nouveau pacte pour les collectivités, la protection de l'environnement et l'établissement d'un nouveau partenariat avec les Autochtones du

Canada. En outre, le gouvernement s'est engagé à préserver la vigueur de notre économie, à gérer sagement les finances et à promouvoir une politique étrangère autonome et influente.

À titre de plus important fournisseur de services communs au pays, mon ministère est un acteur de premier plan dans la mise en œuvre de ce programme national. Par exemple, en fournissant nos nombreux services avec efficacité et efficience, nous offrons au gouvernement l'infrastructure essentielle dont il a besoin, et ce, au meilleur coût possible. Grâce à nos nombreuses initiatives de développement durable, nous épaulons le gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour offrir un environnement propre et sain à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes.

À mesure que nous ferons avancer ce programme, nous continuerons à transformer notre façon de mener nos activités afin de permettre la réalisation d'économies, et les sommes épargnées pourront être affectées à d'autres secteurs prioritaires. Cela signifie notamment que nous gérerons nos activités avec transparence et que nous en rendrons compte. Cela signifie également que nous adopterons de saines pratiques de gestion. Nous nous efforcerons de gagner la confiance de la population canadienne en démontrant chaque jour notre respect à l'égard de l'argent des contribuables, si durement gagné.

Les Canadiens et les Canadiennes s'attendent à plus de leur gouvernement, et TPSGC entend bien jouer un rôle déterminant afin que ces attentes accrues soient comblées. Trois indicateurs nous permettront de mesurer notre succès : des services de qualité, la saine gérance et la saine gestion. Lorsque nous aurons réalisé ces objectifs, je suis parfaitement convaincu que nous procurerons aux citoyens canadiens des avantages durables du point de vue social, économique et environnemental.

L'honorable Scott Brison, C.P.
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Receveur général du Canada



Notre raison d'être

Nous avons pour mission d'offrir la meilleure valeur possible au gouvernement et à la population canadienne en fournissant des services communs, centraux et partagés qui sont modernes, efficaces et efficients. TPSGC offre ses services en misant sur le professionnalisme et le rendement, tout en supervisant les importantes dépenses administratives du gouvernement par l'application de mesures de contrôle transparentes et indépendantes. Le rôle de notre ministère est déterminant : il fournit l'infrastructure et les services communs dont le gouvernement a besoin pour exécuter son programme et il permet à ce dernier de répondre aux besoins et aux attentes des Canadiens et des Canadiennes, en constante évolution.

Notre vision

Voici notre vision : devenir le centre d'excellence du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'élaboration et la prestation de services communs, centraux et partagés, et devenir un des ministères les plus respectés et les mieux gérés dans l'ensemble du gouvernement.

Nous sommes déterminés à fournir des services novateurs, professionnels et axés sur les résultats, visant la création d'un avantage pour les citoyens, afin de soutenir les mesures proposées par le gouvernement en réponse aux priorités de la population canadienne en matière de programme social, d'environnement, d'économie et de sécurité, en constante évolution. Nous nous sommes engagés à réduire les coûts liés à l'achat de biens et de services et à la gestion des biens immobiliers, ainsi qu'à réduire le délai d'exécution de nos services. Nous sommes fermement résolus à créer des relations de collaboration ouvertes avec les ministères homologues, d'autres ordres de gouvernement et la population canadienne.

Nos résultats stratégiques

TPSGC a déterminé trois résultats stratégiques qui étayeront sa vision : des services de qualité, la saine gestion et la saine gestion.

Des services de qualité sont la pierre angulaire des résultats stratégiques de TPSGC; ils permettront au Ministère de devenir le catalyseur et le fournisseur de services communs, centraux et partagés aux ministères et organismes homologues. Pour offrir des services de qualité, nous devons non seulement soutenir efficacement nos clients, mais aussi assurer des économies et un bon rendement dans l'ensemble du gouvernement.

La saine gestion se trouve au cœur du rôle de TPSGC. Nous devons répondre aux priorités du gouvernement tout en préservant les services et les biens dont nous sommes responsables (biens immobiliers, communications, approvisionnement, infrastructure de TI, conseils et vérification, services de traduction, etc.). Nous planifions adéquatement pour nous assurer d'avoir les ressources, les compétences, la structure et la culture qui nous permettront d'assumer efficacement nos responsabilités.

La saine gestion est notre manière globale d'aborder la prise de décisions relatives à la planification, à l'orientation et au contrôle de nos fonds, de nos gens, de notre information, de nos partenaires et de nos risques, dans les limites prescrites par les cadres législatifs, politiques et financiers reconnus. Pour exercer une saine gestion, il faut définir clairement la reddition de comptes et la gouvernance, adopter des normes élevées de conduite éthique, appliquer des cadres de gestion intégrée et s'engager



à suivre les orientations stratégiques globales du Ministère et du gouvernement. Nous sommes ainsi en mesure de mobiliser nos ressources et notre capacité d'atteindre de véritables résultats et d'ajouter de la valeur aux activités du gouvernement.

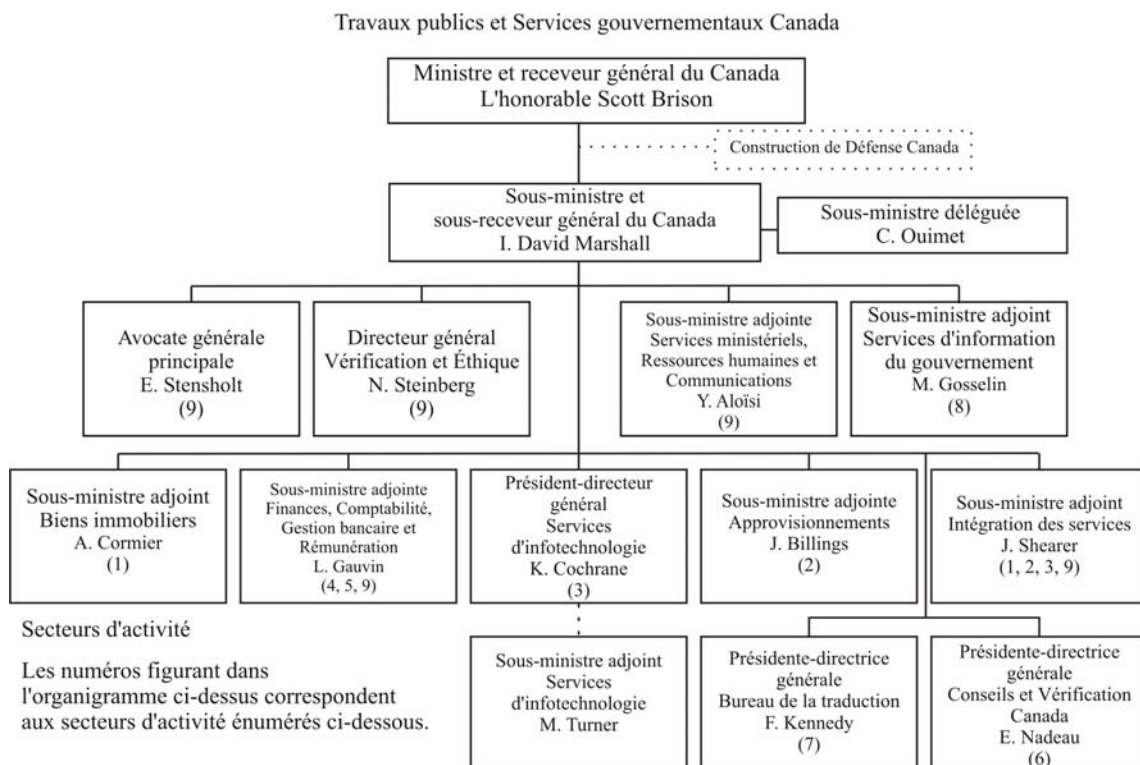
Nos engagements

En plus de maintenir notre engagement continu envers la qualité des services dans chaque secteur d'activité de TPSGC pour la période de planification, nous viserons, de 2004 à 2007, à transformer notre façon de mener nos activités afin de répondre aux attentes des Canadiens et des Canadiennes.

Pour réussir la transformation de TPSGC au cours de la période de planification à venir, nous avons défini cinq priorités ministérielles :

- renforcement de la confiance du public;
 - réalisation d'économies et amélioration du rendement;
 - soutien accru du programme stratégique du gouvernement;
 - exécution de grands projets d'importance nationale;
- respect de notre engagement continu envers la prestation de services de qualité.

Notre Organisation





Nos dépenses

2004-2005 Dépenses ministérielles brutes prévues par crédit et par secteur d'activité							(en millions de dollars)
Secteur d'activité / Crédit	Crédit 1 Fonctionnement	Crédit 5 Dépenses en capital	Crédit 10 Paiements de transfert	Fonds renouvelable (législatif)	Autres crédits législatifs (Note 1)	Total	Équivalents Temps Plein (ETP)
1. Services immobiliers	1 797	473	6	841	3	3 120	5 016
2. Services des approvisionnements	171	-	-	110	23	304	1 873
3. Services communs de télécommunications et d'informatique	117	-	-	131	2	250	351
4. Receveur général	118	-	-	-	5	123	467
5. Rémunération de la fonction publique	50	-	-	-	10	60	800
6. Conseils et Vérification Canada	-	-	-	99	-	99	400
7. Bureau de la traduction ⁽²⁾	49	-	-	228	-	277	1 734
8. Services d'information du gouvernement	91	-	2	-	-	94	401
9. Soutien opérationnel	298	-	-	-	38	337	2 689
Total des dépenses brutes prévues pour le ministère	2 692	473	8	1 410	81	4 664	
Moins: Recettes disponibles	505	-	-	1 422	-	1 927	Total
Total des dépenses nettes prévues pour le ministère	2 187	473	8	(12)	81	2 737	13 731

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Les dépenses ministérielles brutes représentent le volume d'affaires de TPSGC. Le Parlement approuve annuellement les dépenses ministérielles nettes prévues le Budget principal des dépenses.

⁽¹⁾ Inclut le traitement et l'allocation pour automobile du ministre ainsi que les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.

⁽²⁾ Le fonds renouvelable du Bureau de la traduction fournit des services au Parlement et collecte les revenus à partir de son propre crédit de fonctionnement. Par conséquent, les dépenses brutes ainsi que les recettes disponibles du fonds renouvelable incluent le 49 millions de dollars rapporté comme dépense brute sous le crédit de fonctionnement du Bureau.

Nos secteurs d'activité

Au sein du gouvernement, TPSGC est le principal gestionnaire de biens immobiliers, acheteur et conseiller, banquier et comptable, et fournisseur de services de gouvernement électronique, de technologie de l'information, de traduction, de conseils et de vérification. Nous offrons aussi aux Canadiens et aux Canadiennes des services directs de communications et d'accès aux programmes ainsi qu'aux renseignements du gouvernement. Nous administrons également la paye et les pensions des fonctionnaires fédéraux.

Services immobiliers

Nous fournissons aux ministères et aux organismes des locaux à bureaux et des locaux à utilisation commune, offrir une gamme complète de services immobiliers et contribuer aux priorités en matière de politiques qui appuient le gouvernement du Canada dans la réalisation de programmes destinés aux Canadiens et aux Canadiennes.

Service des approvisionnements

Nous fournissons à la population canadienne et au gouvernement fédéral des services à valeur ajoutée qui soient pertinents et opportuns dans la gestion des approvisionnements et des services communs connexes.



Services communs de télécommunications et d'informatique

Sur demande, TPSGC fournit des services d'infrastructure électronique et des services professionnels à tous les ministères et organismes, concernant les réseaux et les services informatiques, les télécommunications et le développement d'applications. Assurer le leadership dans le soutien des initiatives à l'échelle du gouvernement, comme la Voie de communication protégée, le renouvellement de la communauté de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI) et Gouvernement en direct.

Receveur général

Nous gérons les opérations du Trésor fédéral, notamment en établir les paiements et gérer la perception des recettes pour les grands programmes du gouvernement, préparer les comptes publics et produire l'État mensuel des opérations financières du gouvernement.

Rémunération de la fonction publique

Nous offrons des services liés à la gestion de la paye, des avantages sociaux et des régimes de pension à la fonction publique du Canada.

Conseils et Vérification Canada

Nous contribuons, de façon importante, grâce au travail de nos employés et aux services que nous offrons, à l'amélioration de la gestion et des opérations du secteur public, au Canada et à l'étranger, et harmoniser les coûts de fonctionnement avec les recettes découlant de la facturation des services offerts aux clients. Cet objectif vient directement appuyer les résultats stratégiques ministériels relatifs aux Services de qualité.

Bureau de la traduction

Nous aidons le gouvernement du Canada à fournir des services à la population canadienne et à communiquer avec cette dernière dans les deux langues officielles et dans plus de cent autres langues, et contribuer à la mise en œuvre des politiques et des programmes du gouvernement en matière de bilinguisme et de multiculturalisme. Aider également à préserver et à accroître les ressources en matière de services linguistiques, lesquels déterminent la capacité du Canada de fonctionner comme un pays bilingue, de maintenir des relations internationales et de prospérer sur les marchés d'exportation.

Services d'information du gouvernement

Nous fournissons aux Canadiens et aux Canadiennes des voies d'accès multiples à l'information sur les programmes et les services du gouvernement du Canada (GC) et coordonner les communications du GC.

Soutien opérationnel

Nous appuyons la mise en œuvre des programmes du ministère de façon efficace et économique au moyen de la prestation de services de soutien portant notamment sur la vérification et l'éthique, la technologie de l'information, les politiques et la planification, les communications, la sécurité, les finances, l'administration, les ressources humaines ainsi que d'autres services connexes.



Nos engagements par secteur d'activité

Services immobiliers

En élaborant un modèle général de prestation de services immobiliers, nous nous concentrerons énergiquement sur la façon de mieux relever les défis dans cinq principaux domaines :

- **Gestion du portefeuille:** Grâce à l'amélioration de nos capacités en matière de planification à long terme et à l'évaluation des possibilités d'optimiser le portefeuille. We will modernize the investment framework emphasizing portfolio-based management. We will also develop and have approved a new Accommodation Strategy and related own-to-lease ratios.
- **Prestation de services:** Nous devons veiller à répondre aux demandes des clients, qui veulent des solutions personnalisées en matière de locaux et des délais d'exécution rapides, tout en respectant la capacité financière du gouvernement et en faisant preuve d'efficience.
- **Gestion de la demande:** La prévision des demandes en locaux est essentielle pour assurer une planification stratégique à long terme et l'optimisation du rapport coût-efficacité en matière de locaux.
- **Pratiques de gestion:** Nous clarifierons notre structure de reddition de comptes, nous améliorerons nos outils et nos processus de production de rapports et nous adopterons un rigoureux processus de gestion des risques dans le cadre de nos projets.
- **Capacité de nos effectifs:** Une stratégie en matière de ressources humaines sera élaborée dans le cadre de la réorganisation de la Direction générale des biens immobiliers.

Service des approvisionnements

Nous procédons à une redéfinition du mandat de la Direction générale des approvisionnements, par l'entremise d'un ambitieux programme de transformation des activités. Notre plan de transformation des activités devrait permettre au gouvernement de réaliser des économies substantielles à la fin de la période de trois ans. Ce plan sera approfondi davantage au-delà de l'horizon de planification de trois ans.

Renouvellement des approvisionnements – Afin d'améliorer la gestion des approvisionnements, nous prendrons les mesures suivantes : modifier les pratiques de gestion des marchés; effectuer des examens des produits et un examen du cadre de gestion des produits; élaborer des répertoires de services et un cadre exhaustif d'établissement des honoraires et de facturation concernant les services fournis à nos clients; et adopter des modèles de contrats normalisés et des processus simplifiés pour les achats dont le volume est élevé et dont la valeur est faible.

Approvisionnement électronique – Nous continuerons de tirer profit des technologies de l'information et de promouvoir l'approvisionnement électronique comme un moyen pratique et économique de faire des affaires.

Examen des achats de l'ensemble du gouvernement – On a formé un groupe de travail multidisciplinaire ayant pour mandat d'examiner tout le processus d'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, notamment les produits, les services et les projets de construction. Des



recommandations seront formulées quant à la meilleure manière de gérer les approvisionnements au sein du gouvernement fédéral.

Écologisation des approvisionnements du gouvernement fédéral – Nous continuons la mise en œuvre de nos initiatives visant l'écologisation des achats du gouvernement fédéral au moyen de programmes de formation en matière d'approvisionnement écologique destinés aux agents d'approvisionnement, de séances d'information offertes à tous les ministères et de l'augmentation du nombre de profils de produits offerts sur le Réseau des achats verts.

Capacité et renouvellement des ressources humaines – Dans le but de transformer le Service des Approvisionnements d'un secteur axé sur la gestion des opérations vers un secteur axé sur la prestation de services de gestion de projets d'approvisionnement, nous devons relever les défis de renouveler les capacités de nos ressources humaines en offrant des possibilités de perfectionnement professionnel, en procédant à un recrutement stratégique visant à répondre aux besoins précis de l'organisation

Services communs de télécommunications et d'informatique

La gestion du changement découlant de la mise en œuvre de recommandations formulées à la suite d'examen internes et externes ainsi que de la restructuration sera l'un des enjeux importants de la direction pour la période de planification. L'un des principaux objectifs stratégiques concerne le lancement d'une initiative d'affaires qui nous permettra de devenir un excellent fournisseur de services partagés en technologie de l'information (TI). À cette fin, ce secteur d'activité envisage d'appliquer un certain nombre de modèles opérationnels lui permettant d'offrir au gouvernement du Canada des services efficaces et efficaces.

Les Services communs de télécommunications et d'informatique fixeront maintenant des objectifs généraux dans le cadre du programme du GeD, réaliseront des initiatives précises, comme la Voie de communication protégée, les passerelles et les regroupements, et fourniront un leadership et une orientation stratégiques aux ministères et aux organismes dans l'établissement de leurs plans visant l'atteinte des objectifs pangouvernementaux de 2005, c'est-à-dire offrir aux Canadiens et aux Canadiennes des programmes et des services plus efficaces, plus efficaces et plus accessibles.

Dans le but d'attirer, de former et de conserver les employés possédant les compétences techniques et professionnelles appropriées, nous devons élaborer des initiatives sur la planification de la relève.

Receveur général

L'orientation opérationnelle du Receveur général porte sur la préservation de l'intégrité du Trésor et des comptes du Canada. On prévoit mettre sur pied une unité de reprise en cas de sinistre, qui permettra la reprise des activités en dedans de 24 heures en minimisant l'incidence sur le public canadien, le gouvernement ainsi que les ministères et organismes, en cas de catastrophe.

De plus, le Receveur général a lancé des initiatives en vue de réagir aux changements survenus dans les systèmes canadiens de paiements, d'agir sur ces changements et de les influencer, comme la mise en œuvre de systèmes d'imagerie des chèques, le traitement par voie électronique des remises, et le paiement en direct par les consommateurs et les entreprises. Dans le cadre de ces initiatives, on examine et réévalue les mesures de sécurité requises pour assurer la protection des chèques du Receveur général contre les tentatives de fraude.



Rémunération de la fonction publique

Les défis que devra relever la Rémunération de la fonction publique ont trait notamment à ce qui suit :

Systèmes périmés et technologie vieillissante – Les systèmes de rémunération et les processus opérationnels doivent être renouvelés pour que TPSGC continue de fournir des services de qualité concernant l'administration de la rémunération et pour permettre une prestation de services plus souple et plus fonctionnelle.

On relèvera ces défis à l'aide de deux initiatives :

- Le Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions du gouvernement du Canada (– voir l'annexe B), nous permettra de disposer d'une infrastructure moderne d'administration des pensions.
- Le Projet de modernisation des services et des systèmes de paye prévoit le remplacement de la technologie vieillissante et la mise en place de pratiques exemplaires concernant la prestation des services et les processus opérationnels nécessaires pour répondre à des besoins de plus en plus complexes.

Conseils et Vérification Canada

CVC a établi les objectifs stratégiques suivants :

- participer à l'amélioration de la gestion et des opérations du secteur public;
- collaborer avec les organismes centraux et d'autres organisations du gouvernement en vue d'appuyer les besoins et les priorités du gouvernement;
- faciliter l'accès aux marchés publics des services de conseils et de vérification, en ciblant plus particulièrement les petites et moyennes entreprises;
- assurer la viabilité à long terme de l'organisme en étant autosuffisant et en maintenant un effectif bien informé.

On atteindra ces objectifs stratégiques en adoptant les stratégies suivantes :

- mettre à jour la stratégie d'échange des connaissances externes;
- connaître les questions émergentes relatives au programme de la fonction publique
- maintenir une masse critique de ressources compétentes dans les domaines qui touchent le programme de la fonction publique;
- de déployer ses efforts de marketing vers les organisations qui contribuent le plus à sa mission;
- de mettre au point une nouvelle façon d'élaborer des produits ou des services pour réaliser les objectifs du gouvernement;
- de s'engager activement auprès des petites et moyennes entreprises et de la fonction publique;
- de mieux faire connaître ses capacités et de faciliter l'accès à ses services dans l'ensemble de la fonction publique;
- de renforcer son approche en matière de gestion de l'information;
- de veiller à la sécurité et à la fiabilité des systèmes;
- l'assurance d'une saine gestion de ses ressources humaines;
- l'amélioration de son programme de perfectionnement professionnel;
- veiller à l'achèvement de la réorganisation de CVC.



Bureau de la traduction

Le Bureau de la traduction continuera à maintenir son équilibre budgétaire au cours de la période de planification. Parallèlement, il investira dans son infrastructure de la technologie, son système de gestion de l'information et ses outils technologiques destinés aux traducteurs, afin de fonctionner avec une efficacité et une efficience accrues.

Assurer un service offrant le meilleur rapport qualité-prix – Le Bureau devra absolument harmoniser ses coûts et ses sources de revenus et gagner en efficience tout en offrant un meilleur rapport qualité-prix à ses clients grâce à la technologie et à des solutions personnalisées.

Au cours des trois prochaines années, il mettra en œuvre un cadre intégré de planification, de gestion et d'établissement de rapports, il renforcera son système de contrôle des marchés, il continuera à collaborer avec le Ministère à la mise en place du Plan d'intégrité en dix points et il consolidera une culture fondée sur l'éthique et les valeurs au moyen de différentes initiatives. Le Bureau renforcera également sa capacité professionnelle et sa capacité de gestion au moyen de l'apprentissage continu et de la création d'un programme de préqualification à l'intention des gestionnaires.

Maintenir la capacité d'assurer une prestation efficace de services de normalisation terminologique – continuer à enrichir le contenu de Termium®, la banque de terminologie du gouvernement canadien, et de mettre à jour régulièrement ses autres outils linguistiques. Le Bureau a également l'intention d'accroître la visibilité et le leadership du Canada en matière de terminologie dans des forums internationaux. De plus, le Bureau innovera en lançant une nouvelle version de Termium®, qui réservera une place spéciale à la terminologie propre aux différents ministères

Miser sur les compétences uniques du Bureau – Le Bureau a l'intention de garantir une sécurité d'approvisionnement en services de traduction, soutenant ainsi la mise en œuvre du *Plan d'action pour les langues* officielles et le programme du gouvernement. En s'associant avec l'industrie, le Bureau travaillera sur trois fronts : le rétablissement de la capacité en matière de ressources humaines, la restructuration de l'industrie et le développement de technologies langagières.

Le Bureau entamera des discussions avec des partenaires clés de l'industrie afin de mettre en place une infrastructure de formation commune et d'offrir des programmes de perfectionnement professionnel, qui bénéficieront à tous les membres de l'industrie. Le Bureau utilisera son pouvoir d'achat pour encourager la création d'entreprises de traduction viables sur le plan financier et de plus grande taille.

Services d'information du gouvernement (SIG)

SIG poursuivra une étude visant à déterminer la division des responsabilités et du travail entre les différents secteurs d'activité de TPSGC, de même qu'entre TPSGC et les autres ministères et agences centrales. De plus, SIG accomplira les activités suivantes :

Examen et intégration des activités de la DGSIG à TPSGC – La grande priorité à court terme de la DGSIG consiste à achever avec succès l'examen de ses programmes et à terminer son intégration à TPSGC.

Développement de la capacité et partage du savoir-faire – Dans le cadre d'une stratégie à moyen et à long terme, la DGSIG a l'intention de réaliser des gains d'efficience liés aux communications pour l'ensemble du GC en développant sa capacité, en faisant preuve d'une saine gestion et en partageant son savoir-faire et ses pratiques exemplaires dans de nombreux domaines, comme le marketing, la



publicité, la recherche sur l'opinion publique et les expositions. Pour atteindre ces objectifs, la DGSIG doit :

- déterminer les priorités des clients en ce qui concerne, le besoin de conseils et d'orientation donnés par les spécialistes de la DGSIG sur les communications gouvernementales, l'accès à l'information et l'échange de renseignements;
- mettre en œuvre un plan de communication externe comprenant un volet de consultation pour les clients;
- élaborer une stratégie de gestion des ressources humaines pour recruter et maintenir en poste des employés compétents.

Prestation de services de qualité aux Canadiens et aux Canadiennes et au GC – La DGSIG examinera ses programmes et ses services en vue d'accroître ses gains d'efficacité et de déterminer les économies qui peuvent être réaffectées aux priorités de la DGSIG.

Soutien opérationnel

Nous fournirons un leadership et élaborerons les outils adéquats pour améliorer notre capacité de gestion dans l'ensemble du Ministère. Nous concentrerons nos efforts de façon à mieux définir nos responsabilités, à intégrer la planification stratégique, l'établissement de priorités et la gestion financière, à favoriser une gestion axée sur les résultats, à remplacer les compétences essentielles perdues et à adopter une démarche plus proactive pour les communications internes et externes.

Nous nous engageons à :

- appuyer la transformation de TPSGC pour mettre en œuvre le programme du GC;
- établir des priorités stratégiques et à élaborer des outils pour disposer de pratiques de gestion intégrées et saines;
- améliorer la gestion des ressources humaines et à entretenir des relations de travail solides;
- établir la crédibilité du Ministère en améliorant les communications avec les Canadiens et les Canadiennes, les organismes centraux et les parlementaires;
définir des normes de service et à produire des rapports sur les niveaux de services pour les Services ministériels.

Nous continuerons de fournir des services de télécommunications et d'informatique rentables, fiables et protégés et de les améliorer pour appuyer les exigences techniques en constante évolution des secteurs d'activité de TPSGC.

Nous élaborerons une stratégie de GI-TI pour mieux harmoniser nos services de GI-TI avec les exigences opérationnelles de TPSGC et établir des priorités pour les investissements en GI-TI. Nous prendrons des mesures pour mettre à jour nos infrastructures technologiques vieillissantes et ainsi faire face à l'accroissement de la demande et à l'évolution de la technologie.

Pour appuyer sa stratégie de renouvellement et de gestion, TPSGC entreprend le renouvellement de sa stratégie de gestion financière. Cette stratégie servira de base au travail que le Ministère devra accomplir au cours des 18 prochains mois.



Nos initiatives principales

Comité permanent des comptes publics

Le Comité permanent des comptes publics (CPCP) a examiné le chapitre 8 du Rapport de la vérificatrice générale du Canada publié en décembre 2002, qui porte sur l'acquisition de locaux à bureaux, ainsi que le plan d'action que TPSGC a produit en réponse aux recommandations du Rapport. Le CPCP a également tenu des audiences à ce sujet avec des représentants de TPSGC et du Bureau du vérificateur général le 24 mars 2003 et a déposé son dix-neuvième Rapport à la Chambre des communes le 6 juin de la même année. En tout, le Rapport présente sept recommandations ayant trait à l'acquisition de locaux à bureaux. Le gouvernement a présenté sa réponse au rapport du CPCP devant les membres du Parlement le 3 novembre 2003. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_a-f.html

Examen des achats de l'ensemble du gouvernement

Cet examen doit permettre la formulation de recommandations sur la façon de mieux exécuter les opérations d'achat dans l'ensemble du gouvernement. L'examen est dirigé par un groupe de travail composé de représentants de TPSGC, de la Défense nationale, du Secrétariat du Conseil du Trésor et du ministère de la Justice; le budget de fonctionnement provient de TPSGC. Le groupe de travail devrait publier son rapport final et ses recommandations en décembre 2004. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_b-f.html

Marché en direct du gouvernement du Canada

Le projet Marché en direct du gouvernement du Canada (MDGC) fait partie du programme de la Chaîne d'approvisionnement électronique (CAE). Ce nouveau service d'achat de bout en bout permettra aux ministères et aux organismes participants de chercher des biens et des services, de faire leurs achats et d'établir des rapports sur ces derniers. Il répondra en outre aux exigences des ministères et des organismes participants en matière de gestion des paiements, des règlements et des biens. Il permettra la réalisation d'économies grâce aux remises en fonction du volume, au regroupement d'instruments d'approvisionnement, comme les offres à commande, ce qui augmentera les rabais liés aux cartes de crédit en plus d'améliorer et de simplifier les processus. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_c-f.html

Gouvernement en direct

Le Gouvernement en direct (GeD) est l'expression de la vision du gouvernement du Canada pour connecter les Canadiens et les Canadiennes avec le gouvernement, leurs concitoyens et le reste du monde. Le GeD signifie que TPSGC devra servir la population directement en plus d'aider les autres ministères et organismes fédéraux à faire de cette vision une réalité. Nous tirons profit de notre savoir-faire et de notre expérience en technologie pour créer les solutions dont nos clients ont besoin pour la prestation de services en direct et de services de commerce électronique. TPSGC fournit également un soutien technique au portail du gouvernement du Canada, le point central de la présence du gouvernement fédéral sur le Web. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_d-f.html



Voie de communication protégée

La Voie de communication protégée (VCP) est au cœur de l'infrastructure commune du gouvernement du Canada et constitue la base de l'initiative Gouvernement en direct (GeD). La VCP fournit aux citoyens et aux entreprises un accès protégé et privé aux services en direct du gouvernement fédéral et, par le fait même, soutient l'objectif du gouvernement du Canada d'offrir des services pangouvernementaux axés sur le client, partout et en tout temps, dans les deux langues officielles. La migration de plus de cent ministères et organismes au Réseau de la Voie de communication protégée (SCNet) a été finalisée à l'automne 2003. Des améliorations continues apportées à cette infrastructure commune permettront à un plus grand nombre de ministères d'offrir des applications en direct et d'améliorer ainsi la prestation de services intégrés à la population canadienne. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_e-f.html

Autres formes de prestation des services

Les autres formes de prestations de services (AFPS) en ce qui concerne la gestion immobilière et la réalisation de projets constituent un volet important de la transformation de TPSGC en un ministère centré sur les clients, qui permet la réalisation d'économies pour la population canadienne. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_f-f.html

Projet de la Cité parlementaire

La vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire, document approuvé en 2001, est un plan détaillé qui sert à guider avec précision les travaux de rénovation du siège du gouvernement du Canada. Au cours de la période de mise en œuvre de ce plan, qui s'étendra sur 25 ans, un vaste programme de préservation permettra de restaurer l'aspect magnifique des immeubles, de les moderniser selon les normes d'aujourd'hui, en rénovant leurs systèmes électriques, mécaniques et de sécurité et en aménageant des bureaux et des salles de comité plus fonctionnels. Parallèlement, on entreprendra la construction d'environ 28 000 m² de nouveaux immeubles dans la Cité pour répondre aux besoins en locaux du Sénat, de la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement, besoins qui ne peuvent être comblés dans les installations actuelles.

Le plan consiste à mettre en œuvre quinze projets d'envergure en cinq phases, sur une période d'environ 25 ans. Le premier projet, la rénovation de la Bibliothèque du Parlement, est déjà en cours. La construction d'un nouvel édifice sur la rue Bank, la rénovation de l'édifice Wellington et d'autres projets possibles sont à la phase de planification. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_g-f.html

Initiative des services de voyage partagés

Il s'agit d'un projet de 275 millions de dollars. Un contrat d'une durée de sept ans a été attribué à Accenture Inc. le 28 novembre 2003; il comprend une option de prolongation de deux années. Cette initiative permettra d'offrir aux employés du gouvernement des services de voyage parfaitement fonctionnels, complets, intégrés et conviviaux, qui comprennent notamment :

- une agence de voyage offrant des services complets;
- des services de réservation en direct;
- des services de remboursement des dépenses de voyage;
- des services de carte de crédit de voyage;
- des services de remboursement pour les voyageurs;



- des services de renseignements commerciaux;
- des services de portail;
un réseau de services pour les employés qui voyagent.

De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_h-f.html

Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions

Le Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions (PMSSP) du gouvernement du Canada porte sur le renouvellement des systèmes administratifs et des processus opérationnels liés aux pensions de TPSGC. Le Ministère pourra ainsi renouveler une technologie en place depuis trente ans et s'inspirer des pratiques exemplaires de l'industrie pour offrir des services d'administration des pensions aux fonctionnaires, aux employeurs et aux pensionnés. Avec le PMSSP, le Ministère sera en mesure de fournir une solution souple et fonctionnelle en matière de systèmes, qui peut répondre simultanément aux besoins particuliers de multiples clients. De plus, les experts-conseils du domaine pourront aussi compter sur des outils de gestion de l'information et des outils d'accès à l'information pour administrer les pensions et offrir, à point nommé, des réponses précises et cohérentes aux participants aux régimes de retraite. La solution comprendra aussi des systèmes durables, capables de s'adapter aux futures technologies. L'estimation actuelle des coûts s'établit à 115,5 millions de dollars (dont 19,5 millions pour la phase de la définition). Le contrat devrait être attribué en juillet 2005. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_i-f.html

Stratégie de développement durable

Le gouvernement du Canada s'est engagé à faire de ses opérations un modèle d'excellence en matière d'environnement. Pour appuyer cet objectif, TPSGC veillera à ce que les principes du développement durable se traduisent dans tous les aspects de son rôle de fournisseur de services aux autres ministères fédéraux et de gardien du parc immobilier fédéral, ainsi que dans l'exécution de ses opérations internes. Afin de soutenir le développement durable, TPSGC a notamment entrepris un important projet d'assainissement des étangs bitumineux de Sydney. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_j-f.html

Édifice de la magistrature fédérale

L'édifice de la magistrature fédérale, qui portera le nom d'Édifice de la magistrature fédérale Pierre-Elliott-Trudeau, devrait être construit à l'intersection nord-est des rues Wellington et Lyon, à Ottawa. L'édifice comptera environ 24 000 mètres carrés utilisables et accueillera les bureaux locaux de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la Cour martiale, de la Cour canadienne de l'impôt et du nouveau Service administratif des tribunaux judiciaires. L'édifice comprendra également un stationnement souterrain de 350 places, dont 190 seront réservées aux parlementaires et à leur personnel. Le coût total des travaux ne dépassera pas 151 millions de dollars (140 millions de dollars pour l'édifice et 11 millions de dollars pour le stationnement des parlementaires), taxe sur les produits et services en sus. L'approbation définitive du projet est prévue pour 2005-2006. De plus amples renseignements à ce sujet peuvent être obtenus sur le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2004-2005_annexB_k-f.html



Autres renseignements

Personnes-ressources

Mariette Fyfe-Fortin

Directrice générale

Secteur de la politique et de la planification ministérielles

Direction générale des services ministériels, des ressources humaines et des communications

956-4056

Mike Hawkes

Directeur général

Gestion financière

Secteur des finances

Direction générale des finances, de la comptabilité, de la gestion bancaire et de la rémunération

956-7226

Sites Internet

Conseils et Vérification Canada :

<http://www.cac.gc.ca/corp/internet/cacinternet.nsf/vmainf/pifler704?opendocument>

Gouvernement du Canada :

http://www.canada.gc.ca/main_f.html

Rémunération de la fonction publique :

<http://www.tpsgc.gc.ca/compensation/text/home-f.html>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada :

<http://www.tpsgc.gc.ca/text/index-f.html>

Services immobiliers :

<http://www.tpsgc.gc.ca/rps/content/index-f.html>

Receveur général :

<http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/home-f.html>

Service des approvisionnements :

<http://www.tpsgc.gc.ca/sos/corporate/index-f.html>

Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique :

<http://www.tpsgc.gc.ca/gtis/text/index-f.html>

Bureau de la traduction :

http://www.translationbureau.gc.ca/pwgsc_internet/fr/accueil_home_f.html



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada